




# MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté  
Égalité  
Fraternité

<b>Acheteur :</b> Directeur de la Plate-Forme Commissariat Ouest (PFC O)		<b>SIRET unique de l'État : 110 002 011 00044</b> (à utiliser pour la facturation électronique)
<b>Service acheteur :</b> Division Achats Publics / Bureau achat formation Quartier Foch - BP 22 - 35 998 RENNES Cedex 9		<b>SIRET PFC O : 130 015 407 00013</b> (pour information)
<b>Service exécutant :</b> Division Finances / Bureau exécution / Section formation Quartier Foch - BP 22 - 35 998 RENNES Cedex 9		<b>Comptable assignataire :</b> Direction Départementale des Finances Publiques du Finistère (DDFiP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 BREST Cedex 2 <a href="mailto:ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr">ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr</a> 02.98.80.55.55
<b>Code Service Exécutant (SE) :</b> <b>D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique)</b>		
<b>Points de contact :</b> Procédure – suivi d'exécution : <a href="mailto:pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr">pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr</a> Facturation – paiement : <a href="mailto:pfaf-co-bfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr">pfaf-co-bfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr</a> Technique AAE : <a href="mailto:baap-avions-instruction.courrier.fct@intradef.gouv.fr">baap-avions-instruction.courrier.fct@intradef.gouv.fr</a> et <a href="mailto:et60-eie.chef.fct@intradef.gouv.fr">et60-eie.chef.fct@intradef.gouv.fr</a> Technique Marine : <a href="mailto:alavia-bmra.resp.fct@intradef.gouv.fr">alavia-bmra.resp.fct@intradef.gouv.fr</a> et <a href="mailto:alavia-ato-smd.resp.fct@def.gouv.fr">alavia-ato-smd.resp.fct@def.gouv.fr</a> Technique DGA-EV : <a href="mailto:dga-ev.formation-pn.fct@intradef.gouv.fr">dga-ev.formation-pn.fct@intradef.gouv.fr</a> Médiation – correspondant PME : <a href="mailto:sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr">sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr</a>		

## MARCHÉ PUBLIC

### Formations initiales et maintien de compétences associées sur aéronefs FALCON au profit du personnel navigant du ministère des Armées.

Code CPV : 80650000-5 : Formation et simulation dans le domaine des aéronefs, missiles et spatonefs militaires

- 1<sup>ère</sup> partie : Clauses techniques particulières
- 2<sup>ème</sup> partie : Règlement de la consultation
- 3<sup>ème</sup> partie : Clauses administratives particulières
- Annexes : ANNEXE 1 : Fiche incident  
ANNEXE 2 : RGPD  
ANNEXE 3 : Cadre de réponse technique

#### Références :

⇒ procédure : **DAF\_2023\_001533**

⇒ marché<sup>1</sup> : **N°** notifié le

⇒ engagement juridique<sup>1</sup> : **EJ n°**

<sup>1</sup> Références complétées par le service acheteur après notification.

# 1<sup>ère</sup> partie - Clauses Techniques Particulières

## I. DÉFINITION DU BESOIN

### 1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de formations initiales et du maintien de compétences associées sur avions FALCON au profit du personnel navigant du ministère des Armées, définis ci-après :

Poste 1	Formations sur FALCON 7X
Poste 2	Formations sur FALCON 8X
Poste 3	Formations sur FALCON 900B
Poste 4	Formations sur FALCON 900EX EASy
Poste 5	Formations sur FALCON 2000EX EASy
Poste 6	Formations sur FALCON 10, FALCON 20, FALCON 50, FALCON 200 Gardian et FALCON 2000LXS

## II. CHAMP D'APPLICATION DES POSTES 1 À 5

### 2.1 Objectif des formations

Les prestations consistent en l'acquisition de formations initiales et de formations pour le maintien des compétences associées du personnel navigant (pilotes et personnel de cabine) sur plusieurs types d'avions FALCON (7X, 8X, 900B, 900EX EASy et 2000EX EASy).

### 2.2 Population concernée

Ces formations s'adressent :

- aux pilotes et aux personnels de cabine de l'Armée de l'Air et de l'Espace (AAE) œuvrant sur les avions FALCON. Actuellement sont identifiés l'ET60 et l'EEA Dunkerque (à l'horizon 2027/2028),
- aux pilotes d'essais de la Direction Générale de l'Armement – Essais en Vol (DGA-EV).

### 2.3 Exigences applicables à l'ensemble des formations

La totalité des formations (tous postes) doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- ✓ E1 : selon la Politique d'Adaptation des Normes Européennes Civiles dans la formation des pilotes militaires, les prestations délivrées par le titulaire doivent être homologuées ou reconnues par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) française au sens notamment du PART FCL et du PART SPA et l'AIR-OPS (« Air Operations Regulation ») ;
- ✓ E2 : les formations sont dispensées par des instructeurs pilotes du titulaire. Ils sont détenteurs de licences en cours de validité ;
- ✓ E3 : les formations doivent être dispensées de préférence en français ou, à défaut en anglais ;
- ✓ E4 : la formation initiale est composée de cours au sol et de séances d'entraînement sur simulateur ;
- ✓ E5 : le maintien des compétences est effectué lors de séances sur simulateur principalement, éventuellement complétées de séances de rappel théorique ;
- ✓ E6 : le prestataire devra fournir la documentation professionnelle sous format électronique ainsi qu'un support en permettant la lecture (type iPad). Il devra assurer les mises à jour de cette documentation ;
- ✓ E7 : le prestataire veillera à débriefer les séances, pour lesquelles il fournit les instructeurs (également appelées séances WET ou lors de la formation initiale), sur les fiches de débriefing fournies par le chef pilote des unités bénéficiaires ;
- ✓ E8 : le titulaire s'assurera que 75% de l'ensemble des créneaux proposés pour les séances de simulateur en location coque nue (DRY) se situent dans la plage horaire de 8h à 20h, si la réservation a été faite plus de 60 jours à l'avance ;
- ✓ E9 : les instructeurs de l'AAE doivent recevoir une formation relative aux procédures internes du prestataire (5 jours ouvrés maximum)<sup>2</sup> ;
- ✓ E10 : les chefs pilotes des unités bénéficiaires pourront consulter les plannings et les dossiers de formation des pilotes de leur unité, consignés chez le prestataire via le compte administrateur.

Il appartient au titulaire de procéder à une veille juridique, d'informer les différents bénéficiaires des éventuelles évolutions de la réglementation applicables aux prestations du présent marché et de leur impact sur les formations.

Les prestations, objet du présent marché, doivent être conformes à l'ensemble des normes et règlements applicables au moment de leur réalisation.

### 2.4 Contenu général des formations

Les contenus pédagogiques sont précisés pour chaque vecteur FALCON des postes 1 à 5 aux articles III à VII du présent CCTP.

<sup>2</sup> Remarque : certaines formations consistent en la mise à disposition du simulateur sans instructeur. Ces séances sont appelées « DRY », par opposition aux séances appelées « WET » où le titulaire fournit son propre instructeur. Lorsque l'AAE fournit son propre instructeur, celui-ci doit avoir été formé à l'utilisation du simulateur par le titulaire du présent marché.

Pour chaque poste, les besoins sont les suivants :

➤ Formations initiales des pilotes

➤ Maintien des compétences des pilotes

Le contenu pédagogique pour le maintien des compétences des pilotes de chaque unité bénéficiaire sera défini chaque année par leur chef pilote, qui le transmettra au titulaire.

➤ Formations initiales du personnel navigant de cabine

➤ Accès à des cours de remise à niveau, possible à distance (E-learning et Live Learning)

➤ Prestations de soutien

Aucune prestation d'hébergement et de restauration n'est prévue au titre du présent marché. Le titulaire pourra utilement communiquer aux bénéficiaires les coordonnées des principaux hôtels et restaurants situés à proximité du lieu de réalisation des formations et faire profiter les participants d'éventuels tarifs négociés auprès de ces derniers.

S'agissant du transport, le titulaire pourra faciliter la liaison entre les transports en commun et son site d'exploitation, en cas de session. Le montant lié à la mise en œuvre de cette navette sera intégrée dans le prix de la prestation.

➤ Accès à l'intégralité du catalogue de formation

L'ensemble du catalogue des formations FALCON du titulaire sera intégré au marché en complément des formations détaillées aux articles III à VII, avec proposition d'une remise tarifaire sur ce catalogue indiquée aux bordereaux de prix (cf. article 1.2 du CCAP). Ces prestations additionnelles peuvent représenter jusqu'à 10% du montant annuel des bons de commande et doivent être achetées dans le cadre du présent marché.

## 2.5 Lieu de réalisation des prestations

**Cours en présentiel** : les formations se dérouleront dans les locaux du titulaire.

Accès simulateurs et locaux : en plus des simulateurs, les locaux du titulaire doivent pouvoir être utilisés par les équipages pour préparer et restituer leurs séances de simulateur.

Unité de site pour tous vecteurs : l'ensemble des simulateurs et des salles de préparation doit être colocalisé. Il devra être accessible en transport en commun.

**Cours à distance** : les formations à distance se dérouleront sur une plateforme numérique dédiée.

## 2.6 Moyens pédagogiques

### 2.6.1 Salles de préparation / restitution

Le titulaire met à disposition des participants les locaux permettant un accès pour briefing d'une durée de deux heures avant le créneau simulateur et un débriefing mission d'une durée d'une heure après la séance, ainsi que l'ensemble des moyens pédagogiques et matériels nécessaires au bon déroulement des formations, en adéquation avec les formations à effectuer, le nombre de participants et les exigences réglementaires.

Le titulaire s'engage à réaliser les démarches administratives nécessaires pour autoriser l'accès des stagiaires à ses installations si celles-ci se trouvent en zone à accès réglementé (par exemple zone aéroportuaire).

### 2.6.2 Plateforme numérique

Le prestataire devra proposer, dès la notification du marché, une option d'enseignement en ligne pour les cours théoriques, sous forme de classes virtuelles animées par un instructeur ou de modules e-learning, au choix du titulaire. Cette solution permettra aux personnels des unités bénéficiaires d'accéder aux cours, depuis leur lieu de garnison, tout en respectant leurs contraintes opérationnelles, notamment leur régime d'alerte.

Le titulaire s'engage à garantir l'accès en distanciel aux réseaux requis. Il est responsable de diffuser par courriel aux participants les informations nécessaires à la connexion.

Les classes virtuelles devront être programmées avec un délai de préavis d'au moins 15 jours avant leur diffusion. Les personnels se rendront disponibles aux horaires fixés pour ces sessions, dans la limite des disponibilités opérationnelles.

Les modules e-learning devront être conçus pour un suivi autonome, avec une disponibilité garantie sur la plateforme pour une durée minimale de trois mois.

Le prestataire devra assurer une accessibilité continue à la plateforme de formation en ligne (24/7) pour l'ensemble des contenus, qu'il s'agisse de classes virtuelles enregistrées ou de modules e-learning. En cas d'interruption de service, un support technique devra être disponible immédiatement, avec un délai de rétablissement n'excédant pas 24 heures.

La plateforme devra être compatible avec les équipements et les conditions techniques des personnels bénéficiaires incluant :

- une compatibilité avec les tablettes et accessible via une connexion internet,
- une accessibilité depuis des postes connectés à des réseaux à faible débit (non fibré), en particulier pour les personnels basés en outre-mer,
- une sécurité adaptée pour un accès à distance fiable et sans interruption.

## 2.7 Documentation

Une documentation récapitulant les cours donnés et résumant les notions à assimiler est fournie par le titulaire du marché à chaque début de session et à chaque participant.

Afin d'optimiser l'assimilation des connaissances, la fourniture de documentation se fait pour la formation des pilotes par la mise à disposition de :

- programmes d'instruction audiovisuels et vidéo interactif ;
- programmes d'instruction vidéo.

et par la fourniture de manuels d'instruction systèmes, performances, check-list et procédures.

Le titulaire fournit la documentation uniquement sous format numérique, accessible depuis la plateforme internet afin d'être disponible depuis n'importe quel support (tablette, smartphone, ordinateur).

## **2.8 Interlocuteurs**

Le titulaire devra désigner un chef de projet pédagogique ainsi qu'un interlocuteur technique et/ou organisationnel (possibilité d'une seule et même personne). Ces interlocuteurs devront être communiqués lors de la réunion de lancement.

Tout changement devra être signalé par courriel au moins 1 mois avant la prise de fonction du remplaçant.

## **2.9 Planification et volumétrie des sessions de formation**

Une planification annuelle de principe sera établie par les unités bénéficiaires et transmise au titulaire à la notification du marché et à chaque reconduction. Celle-ci n'aura qu'une valeur indicative et ne constitue pas un engagement de la part des bénéficiaires.

## **2.10 Volumétrie annuelle**

À titre indicatif, pour l'ET60 (AAE), l'objectif quantitatif, par vecteur, est de réaliser :

- 100 heures de DRY,
- 45 heures de WET,
- 4 QT initiales par vecteur (7X, F900B et F900EX EASy).

Ces chiffres sont estimatifs et peuvent évoluer à tout moment. Ils ne constituent en aucun cas un minimum contractuel à atteindre et n'engagent en rien l'administration à les dépasser ou les atteindre.

## **2.11 Évaluation de la formation**

Certaines formations doivent impérativement être sanctionnées par un contrôle écrit des connaissances. Le titulaire est alors en charge de préparer et faire réaliser ce contrôle dans le respect des directives réglementaires.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable de l'échec des participants aux tests dès lors que le contenu (incluant l'accès aux instructeurs, infrastructures et médias idoines), le nombre d'heures de cours et le calendrier du programme auront été respectés.

Les résultats des contrôles doivent être communiqués :

- dans un délai de 24 heures au bénéficiaire et à son employeur en cas d'échec (FAIL ou Partial Pass) ;
- dans un délai de 5 jours ouvrés à l'ensemble des stagiaires pour les autres cas.

Un compte-rendu synthétique devra être adressé au bénéficiaire dans un délai de 5 jours, incluant les éléments suivants :

- les données quantitatives et qualitatives de la formation ;
- la performance des stagiaires, notamment au regard du contrôle des connaissances, de la qualité des séances et de la progression individuelle des participants.

## **2.12 Traitement de l'échec**

En cas d'échec, durant un des stages initiaux ou un des stages « Recurrent », tant pour les pilotes que pour le personnel de cabine, un réentraînement (phase théorique et / ou phase pratique) sera défini par le titulaire en concertation avec l'administration selon les tarifs du bordereau de prix. Suite à ce réentraînement, une nouvelle séance de contrôle sera programmée.

Le titulaire s'engage à prendre à sa charge le surcoût lié à l'organisation d'un second test de délivrance de qualification de type (QT).

## **2.13 Attestation de formation**

À l'issue des formations, le titulaire délivre une attestation de formation signée à chaque stagiaire si la formation est faite dans son intégralité par les instructeurs du titulaire et avec succès. Le titulaire délivrera une « Letter of Attendance » dans les autres cas.

Cette attestation devra entre autres préciser les éléments suivants :

- Nom de l'organisme de formation ;
- Nom, prénom et qualité du participant ;
- Désignation non équivoque de la formation ;
- Date et lieu de réalisation de la formation.

Les attestations de formation doivent être établies à l'issue de la session et transmises par courriel aux participants et à leur référent formation au sein de l'EIE ou de la DGA, au plus tard 7 jours calendaires après la date de réalisation de la formation.

#### 3.1 Contexte

La prestation consiste en l'acquisition de formations initiales et le maintien des compétences associées du personnel navigant (pilotes et personnel de cabine) sur l'aéronef FALCON 7X.

#### 3.2 Détails des prestations

##### A - Formations initiales des pilotes :

- Formation à la qualification de type (QT) : de type « commandant de bord avec qualification place à droite » ;
- Modules complémentaires à la QT et sur demande :
  - Formation initiale aux procédures par faible visibilité (LVP) incluant des décollages (LVTO 125m) et approches de catégorie 2 (CAT II) ;
  - Formation à la qualification sur les terrains à l'utilisation particulière (de type London City, Annecy, Chambéry, Sion, Samedan et Innsbruck...) ;
  - Stage manipulateur de simulateur FALCON 7X ;
  - Formation initiale type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Initial + First Aid).

##### B - Maintien des compétences des pilotes :

- Heure d'entraînement à des procédures particulières dispensées par un instructeur de l'AAE (location en DRY) ;
- Heure d'entraînement, avec un personnel du prestataire, à des procédures particulières définies par l'ET60 (location en WET) ;
- Une journée de cours au sol d'un minimum de 6 heures, soit en présentiel, soit à distance, au choix de l'ET60, dispensée par le prestataire ;
- Maintien des compétences type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Recurrent + First Aid) ;
- Stage / Cours de différences FALCON 7X / 8X.

##### C - Formations initiales du personnel navigant de cabine :

- Formation initiale à la sécurité et au service à bord des FALCON 7X pour le personnel navigant de cabine de l'AAE (Aircrew Regulation) - Corporate Cabin Crew Initial + First Aid.

##### D - Accès à **tous** les Modules « Enrichments » proposés par le prestataire :

- Live Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 7X.
- E-Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 7X ;
  - Approches GNSS RNP RNAV.

### 4.1 Contexte

La prestation consiste en l'acquisition de formations initiales et le maintien des compétences associées du personnel navigant (pilotes et personnel de cabine) sur l'aéronef FALCON 8X.

### 4.2 Détail des prestations

#### A - Formations initiales des pilotes :

- Formation à la qualification de type (QT) : de type « commandant de bord avec qualification place à droite » ;
- Modules complémentaires à la QT et sur demande :
  - Formation initiale aux procédures par faible visibilité (LVP) incluant des décollages (LVTO 125m) et approches de catégorie 2 (CAT II) ;
  - Formation à la qualification sur les terrains à l'utilisation particulière (de type London City, Annecy, Chambéry, Sion, Samedan et Innsbruck...) ;
  - Stage manipulateur de simulateur FALCON 8X ;
  - Formation initiale type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Initial + First Aid).

#### B - Maintien des compétences des pilotes :

- Heure d'entraînement à des procédures particulières dispensées par un instructeur de l'AAE (location en DRY) ;
- Heure d'entraînement, avec un personnel du prestataire, à des procédures particulières définies par l'ET60 (location en WET) ;
- Une journée de cours au sol d'un minimum de 6 heures, soit en présentiel, soit à distance, au choix de l'EEA Dunkerque, dispensée par le prestataire ;
- Maintien des compétences type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Recurrent + First Aid) ;
- Stage / Cours de différences FALCON 7X / 8X.

#### C - Formations initiales du personnel navigant de cabine :

- Formation initiale à la sécurité et au service à bord des FALCON 8X pour le personnel navigant de cabine de l'AAE (Aircrew Regulation) - Corporate Cabin Crew Initial + First Aid.

#### D - Accès à **tous** les Modules « Enrichments » proposés par le prestataire :

- Live Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 8X.
- E-Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 8X ;
  - Approches GNSS RNP RNAV.

**5.1 Contexte**

La prestation consiste en l'acquisition de formations initiales et le maintien des compétences associées du personnel navigant (pilotes et personnel de cabine) sur l'aéronef FALCON 900B.

**5.2 Détail des prestations****A - Formations initiales des pilotes :**

- Formation à la qualification de type (QT) : de type « commandant de bord avec qualification place à droite » ;
- Modules complémentaires à la QT et sur demande :
  - Formation initiale aux procédures par faible visibilité (LVP) incluant des décollages (LVTO 125m) et approches de catégorie 2 (CAT II) ;
  - Formation à la qualification sur les terrains à l'utilisation particulière (de type London City, Annecy, Chambéry, Sion, Samedan et Innsbruck...) ;
  - Stage manipulateur de simulateur FALCON 900B ;
  - Formation initiale type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Initial + First Aid).

**B - Maintien des compétences des pilotes :**

- Heure d'entraînement à des procédures particulières dispensées par un instructeur de l'AAE (location en DRY) ;
- Heure d'entraînement, avec un personnel du prestataire, à des procédures particulières définies par l'ET60 (location en WET) ;
- Une journée de cours au sol d'un minimum de 6 heures, soit en présentiel, soit à distance, au choix de l'ET60, dispensée par le prestataire ;
- Maintien des compétences type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Recurrent + First Aid).

**C - Formations initiales du personnel navigant de cabine :**

- Formation initiale à la sécurité et au service à bord des FALCON 900B pour le personnel navigant de cabine de l'AAE (Aircrew Regulation) - Corporate Cabin Crew Initial + First Aid.

**D - Accès à tous les Modules « Enrichments » proposés par le prestataire :**

- Live Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - Cours de différences FALCON 900B vers Select II conformément à l'OSD (Operational Suitability Data) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 900B.
- E-Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - Cours de différences FALCON 900B vers Select II conformément à l'OSD (Operational Suitability Data) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 900B ;
  - Approches GNSS RNP RNAV.

**6.1 Contexte**

La prestation consiste en l'acquisition de formations initiales et le maintien des compétences associées du personnel navigant (pilotes et personne de cabine) sur l'aéronef FALCON 900EX EASy.

**6.2 Détail des prestations****A - Formations initiales des pilotes :**

- Formation à la qualification de type (QT) : de type « commandant de bord avec qualification place à droite » ;
- Formation initiale accélérée (déposée par Dassault) pour les pilotes déjà qualifiés F2000EX EASy ;
- Modules complémentaires à la QT et sur demande :
  - Formation initiale aux procédures par faible visibilité (LVP) incluant des décollages (LVTO 125m) et approches de catégorie 2 (CAT II) et de catégorie 3 (CAT III) ;
  - Formation à la qualification sur les terrains à l'utilisation particulière (de type London City, Annecy, Chambéry, Sion, Samedan et Innsbruck...) ;
  - Stage manipulateur de simulateur FALCON 900EX EASy ;
  - Formation initiale type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Initial + First Aid) ;
  - Formation initiale à l'exploitation du HUD (ou Basic HGS).

**B - Maintien des compétences des pilotes :**

- Heure d'entraînement à des procédures particulières dispensées par un instructeur de l'AAE (location en DRY) ;
- Heure d'entraînement, avec un personnel du prestataire, à des procédures particulières définies par l'ET60 (location en WET) ;
- Une journée de cours au sol d'un minimum de 6 heures, soit en présentiel, soit à distance, au choix de l'ET60, dispensée par le prestataire ;
- Maintien des compétences type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Recurrent + First Aid).

**C - Formations initiales du personnel navigant de cabine :**

- Formation initiale à la sécurité et au service à bord des FALCON 900EX EASy pour le personnel navigant de cabine de l'AAE (Aircrew Regulation) - Corporate Cabin Crew Initial + First Aid.

**D - Accès à tous les Modules « Enrichments » proposés par le prestataire :**

- Live Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 900EX EASy II.
- E-Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 900EX EASy II ;
  - Approches GNSS RNP RNAV.



**7.1 Contexte**

La prestation consiste en l'acquisition de formations initiales et le maintien des compétences associées du personnel navigant (pilotes et personne de cabine) sur l'aéronef FALCON 2000 EX EASy.

**7.2 Détails des prestations****A - Formations initiales des pilotes :**

- Formation à la qualification de type (QT) : de type « commandant de bord avec qualification place à droite » ;
- Modules complémentaires à la QT et sur demande :
  - Formation initiale aux procédures par faible visibilité (LVP) incluant des décollages (LVTO 125m) et approches de catégorie 2 (CAT II) et de catégorie 3 (CAT III) ;
  - Formation à la qualification sur les terrains à l'utilisation particulière (de type London City, Annecy, Chambéry, Sion, Samedan et Innsbruck...) ;
  - Stage manipulateur de simulateur FALCON 2000EX EASy et / ou FALCON 2000LXS ;
  - Formation initiale type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Initial + First Aid) ;
  - Formation initiale à l'exploitation du HUD (ou Basic HGS).

**B - Maintien des compétences des pilotes :**

- Heure d'entraînement à des procédures particulières dispensées par un instructeur de l'AAE (location en DRY) ;
- Heure d'entraînement, avec un personnel du prestataire, à des procédures particulières définies par l'ET60 (location en WET) ;
- Une journée de cours au sol d'un minimum de 6 heures, soit en présentiel, soit à distance, au choix de l'ET60, dispensée par le prestataire ;
- Maintien des compétences type « sécurité sauvetage » (Crew Emergency Recurrent + First Aid).

**C - Formations initiales du personnel navigant de cabine :**

- Formation initiale à la sécurité et au service à bord des FALCON 2000LX pour le personnel navigant de cabine de l'AAE (Aircrew Regulation) - Corporate Cabin Crew Initial + First Aid.

**D - Accès à **tous** les Modules « Enrichments » proposés par le prestataire :**

- Live Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 2000EX EASy II.
- E-Learning (liste non exhaustive) :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute / Terminal RNAV ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 2000EX EASy II ;
  - Approches GNSS RNP RNAV.

## VIII. CHAMP D'APPLICATION DU POSTE 6

### 8.1 Contexte

La Marine Nationale externalise une partie de la formation de ses pilotes et mécaniciens de bord amenés à mettre en œuvre des avions de gammes civiles. Ces avions militaires sont de fabrication DASSAULT, de la gamme FALCON et sont dérivés des Falcon 10, Falcon 50, Falcon 200 et Falcon 2000.

Les avions de la Marine sont des FALCON 10 « Marine », FALCON 50 « Marine », FALCON 200 « GARDIAN » et FALCON 2000 « ALBATROS ». Ils diffèrent des avions de série, en particulier par leur avionique, adaptée pour les missions spécifiques de la Marine Nationale.

### 8.2 Objectif des formations

Les formations ont pour objectif l'instruction théorique et la formation pratique des pilotes et mécaniciens de bord, en tenant compte :

- de l'évolution des formats en personnels ;
- des évolutions techniques des aéronefs ;
- des évolutions des équipements et de l'avionique des aéronefs de la Marine ;
- des évolutions réglementaires ultérieures ;
- des missions de la Marine Nationale.

Les pilotes stagiaires doivent acquérir un niveau de compétences leur permettant d'être qualifiés pour le pilotage des aéronefs de la Marine Nationale mentionnés supra.

### 8.3 Population concernée

Ces formations s'adressent à :

- des pilotes et des mécaniciens de bord de l'aéronautique navale,
- des pilotes d'essais de la Direction Générale de l'Armement – Essais en Vol (DGA-EV).

### 8.4 Exigences applicables à l'ensemble des formations

La totalité des formations (sous-postes) doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- ✓ E1 : les prestations délivrées par le titulaire doivent être homologuées ou reconnues par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) française au sens notamment du PART FCL, du PART SPA et de l'AIR-OPS (« Air Operations Regulation ») ;
- ✓ E2 : les formations sont dispensées par des instructeurs pilotes du titulaire. Ils sont détenteurs de licences en cours de validité ;
- ✓ E3 : les formations doivent être dispensées de préférence en français ou, à défaut en anglais ;
- ✓ E4 : la formation initiale est composée de cours au sol et d'un entraînement sur simulateur ;
- ✓ E5 : le maintien des compétences des formations concernées est effectué lors de cours au sol et de séances sur simulateur chez le titulaire ;
- ✓ E6 : le prestataire devra fournir la documentation professionnelle sous format électronique ainsi qu'un support en permettant la lecture (type iPad). Il devra assurer les mises à jour de cette documentation.

Il appartient au titulaire de procéder à une veille juridique, d'informer les différents bénéficiaires des éventuelles évolutions de la réglementation dont il aurait connaissance, applicable aux prestations du présent marché et de leur impact sur les formations.

Les prestations, objet du présent marché, doivent être conformes à l'ensemble des normes et règlements applicables au moment de leur réalisation.

### 8.5 Lieu de réalisation des prestations

Les formations se dérouleront dans les locaux du titulaire.

Accès simulateurs et locaux : en plus des simulateurs, les locaux du titulaire doivent pouvoir être utilisés par les personnels pour préparer et restituer leurs séances de simulateur.

En fonction de la difficulté des séances, les équipages doivent pouvoir préparer leurs séances de simulateur au moins 24h avant, et 3h avant ladite séance.

Unités hors métropole : Pour les unités de la Marine Nationale situées hors France métropolitaine (Tahiti et Nouméa), les formations devront avoir lieu sur le site du titulaire ou d'un sous-traitant au plus près de l'unité concernée.

### 8.6 Moyens pédagogiques

#### 8.6.1 Salles de préparation / restitution

Le titulaire met à disposition des participants les locaux permettant un accès à une des salles de briefing ou à une salle de cours vide, ainsi que l'ensemble des moyens pédagogiques et matériels nécessaires au bon déroulement des formations, en adéquation avec les formations à effectuer, le nombre de participants et les exigences réglementaires. Au besoin, un accès internet Wifi peut être nécessaire pour pouvoir consulter la documentation.

Le titulaire s'engage à réaliser les démarches administratives nécessaires pour autoriser l'accès des stagiaires à ses installations si celles-ci se trouvent en zone à accès réglementé (par exemple zone aéroportuaire).

### 8.6.2 Plateforme numérique

Le prestataire devra proposer, dès la notification du marché, une option d'enseignement en ligne pour les cours théoriques, sous forme de classes virtuelles animées par un instructeur ou de modules e-learning, au choix du titulaire. Cette solution permettra aux personnels des unités bénéficiaires d'accéder aux cours depuis leur lieu de garnison, tout en respectant leurs contraintes opérationnelles, notamment leur régime d'alerte.

Le titulaire s'engage à garantir l'accès en distanciel aux réseaux requis. Il est responsable de diffuser par courriel aux participants les informations nécessaires à la connexion.

Les classes virtuelles devront être programmées avec un délai de préavis d'au moins 15 jours avant leur diffusion. Les personnels se rendront disponibles aux horaires fixés pour ces sessions, dans la limite des disponibilités opérationnelles.

Les modules e-learning devront être conçus pour un suivi autonome, avec une disponibilité garantie sur la plateforme pour une durée minimale de trois mois.

Le prestataire devra assurer une accessibilité continue à la plateforme de formation en ligne (24/7) pour l'ensemble des contenus, qu'il s'agisse de classes virtuelles enregistrées ou de modules e-learning. En cas d'interruption de service, un support technique devra être disponible immédiatement, avec un délai de rétablissement n'excédant pas 24 heures.

La plateforme devra être compatible avec les équipements et les conditions techniques des personnels bénéficiaires incluant :

- une compatibilité avec les tablettes et accessible via une connexion internet,
- une accessibilité depuis des postes connectés à des réseaux à faible débit (non fibré), en particulier pour les personnels basés en outre-mer,
- une sécurité adaptée pour un accès à distance fiable et sans interruption.

### 8.7 Documentation

Une documentation récapitulant les cours donnés et résumant les notions à assimiler est fournie par le titulaire du marché à chaque session et à chaque stagiaire.

L'ensemble de la documentation est accessible au travers d'une interface électronique : application du titulaire qui donne accès aux manuels d'instruction systèmes, performances, check-list et procédures.

### 8.8 Planification des sessions de formation

Le bureau « Maitrise Des Risques Aéronautiques » (MDRA) de l'État-Major de la Force Aéronautique Navale adresse le calendrier prévisionnel annuel de principe au titulaire :

- à la notification du marché au titre de la première période d'exécution ;
- à chaque reconduction.

Ce calendrier n'a qu'une valeur indicative et ne constitue pas un engagement de la part de l'administration. L'objectif est de planifier les formations en respectant le plus possible ce calendrier de principe.

### 8.9 Avant la formation

Avant chaque stage, le RP de l'ATO « Commandement de la Force Aéronautique Navale » validera si nécessaire les « Initial Training Autorisation Form » ou « Recurrent Training Autorisation Form », afin de préciser, pour chaque pilote, les besoins complémentaires de formation ou d'entraînement.

Ces formulaires seront envoyés, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine leur date de réception, au titulaire avant les stages pour enregistrement des besoins spécifiques.

### 8.10 Contrôle des compétences

À l'issue de la formation :

- Examen écrit, surveillé par un instructeur du titulaire ;
- Contrôle sur simulateur : les stagiaires subissent des contrôles de compétences sur les simulateurs du titulaire, par des examinateurs de la Marine Nationale ou à défaut par des examinateurs proposés par le titulaire. La date du contrôle est arrêtée conjointement entre le bénéficiaire et le titulaire.

Les TRE (Type Rating Examiner) de la Marine Nationale effectuent leur contrôle de compétences (prorogation de QT) avec un examinateur désigné et rémunéré par le titulaire ou en autonome avec un autre TRE de la Marine.

### 8.11 Évaluation de la formation

Un contrôle écrit des connaissances doit avoir lieu en fin de stage (QT et Recurrent, le cas échéant). Il s'effectue en temps limité sous la supervision d'un instructeur et couvre tous les items de la formation théorique.

Le titulaire ne peut être tenu pour responsable de l'échec des stagiaires aux tests dès lors que le contenu, le nombre d'heures de cours et le calendrier du programme auront été respectés.

Les résultats des contrôles doivent être communiqués :

- dans un délai de 24 heures au bénéficiaire et à son employeur en cas d'échec (FAIL ou Partial Pass) ;
- dans un délai de 5 jours ouvrés à l'ensemble des stagiaires pour les autres cas.

Un compte-rendu synthétique devra être adressé à l'ATO FR.0007 et à l'EIE Falcon (pour le F2000LXS uniquement) dans un délai de 5 jours, incluant les éléments suivants :

- les données quantitatives et qualitatives de la formation ;

- la performance des stagiaires, notamment au regard du contrôle des connaissances, de la qualité des séances et de la progression individuelle des participants.

### **8.12 Traitement de l'échec**

Pour les formations FALCON 10 et FALCON 50 :

En cas d'échec, durant un des stages initiaux ou un des stages « Recurrent », tant pour les pilotes que pour le personnel de cabine, un réentrainement (phase théorique et / ou phase pratique) sera défini par le titulaire en concertation avec l'administration selon les tarifs du bordereau de prix. Suite à ce réentrainement, une nouvelle séance de contrôle sera programmée.

Le titulaire s'engage à prendre en charge le surcoût lié à l'organisation d'un second test de délivrance de qualification de type.

Pour les formations FALCON 200 Gardian :

Les stages n'étant pas qualifiants au titre de l'ATO, seul un échec au test écrit peut éventuellement être envisagé. Dans ce cas, le candidat devra repasser un test écrit jusqu'à l'obtention d'un résultat satisfaisant.

### **8.13 Attestation de formation**

À l'issue de la formation, le titulaire délivre une attestation de formation signée à chaque pilote stagiaire si la formation est faite dans son intégralité par les instructeurs du titulaire et avec succès. Le titulaire délivrera une « Letter of Attendance » dans les autres cas.

**9.1 Contexte**

L'escadrille 57S met en œuvre cinq FALCON 10 MER rénovés OACI. Son personnel effectue actuellement les formations initiales et son maintien de compétences sur simulateur FALCON 10 non rénové.

Le titulaire doit proposer :

- des percées « forte pente » sur London City ;
- une étude approfondie des courbes de performances.

En complément de la formation théorique qui est dispensée aux mécaniciens de bord qui assistent aux stages initiaux des pilotes, ceux-ci peuvent être présents pendant les simulateurs à titre gracieux. Aucune attestation de stage ou de présence ne leur sera délivrée.

Chaque stage Initial ou Recurrent FALCON 10 devra comporter au moins :

- 1 LOST (Line Oriented Simulator Training) où l'accent sera mis sur la préparation du vol avec calculs de performance, ainsi que sur les procédures IFR et l'utilisation des aides au pilotage ;
- 1 entraînement à la récupération de positions inusuelles et une résolution TCAS sur simulateur FALCON 50 ;
- 1 cisaillement de vent au décollage ou à l'atterrissage sur simulateur FALCON 50 ;
- 1 entraînement UPRT de type FALCON 10 sur simulateur FALCON 50.

**9.2 Exigences spécifiques aux formations sur FALCON 10**

- ✓ E1 : les instructeurs et examinateurs de la Marine Nationale doivent recevoir une formation relative aux procédures internes du titulaire et à l'utilisation des simulateurs de FALCON10 et FALCON 50 (stage AIOS – 5 jours ouverts maximum) ;
- ✓ E2 : les TRE de la Marine sont autorisés à effectuer les contrôles de compétences sur des simulateurs dédiés et doivent, le cas échéant, être inscrits au planning du titulaire ;
- ✓ E3 : l'officier de sécurité aéronautique de l'escadrille 57S et le référent pédagogique de l'ATO FR.0007 pourront consulter les dossiers de formation des pilotes de l'escadrille 57S et du CEPA/10S consignés chez le titulaire.

**9.3 Détail des prestations****➤ Formation initiale des pilotes :**

- Formation à la qualification de type (QT) \_ Durée maximum = 20 jours :

Cours au sol (59 heures) incluant :

- Étude des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances, Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Formation théorique à l'avionique du FALCON 10M (EFIS 85C + FMS UNS-1) ;
- Formation théorique TCAS et EGPWS / TAWS (4 heures) ;
- Examen écrit et correction : contenu conforme au FCL.725 Aircrew (3 heures).

Simulateur :

- Familiarisation aux procédures et au cockpit du FALCON 10 (fixed base) (12 heures) ;
- Séances sur simulateur FALCON 10 encadrées : 24 heures (pilote seul ou équipage) ;
- Test sur simulateur FALCON 10 (2 heures par pilote en équipage ou 3 heures par pilote seul) ;
- Formation pratique TCAS, EGPWS, EFIS 85C et FMS UNS sur simulateur FALCON 50 (2 heures).

**➤ Maintien des compétences des pilotes :**

- RECURRENT \_ Durée maximum = 5 jours :

Cours au sol (12 heures) incluant :

- Révision des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances, Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Examen écrit et correction : contenu conforme au FCL.725 Aircrew.

Simulateur :

- Familiarisation aux procédures et aux spécificités du simulateur FALCON 10 (1 heure) ;
- Séances sur simulateur FALCON 10 encadrées : 12 heures par équipage (incluant éventuellement 4 heures de test) ;
- Perfectionnement TCAS, EGPWS, EFIS 85C et FMS UNS-1 sur simulateur FALCON 50 (2 heures).

- OTE (Operational Training Event) \_ Durée maximum : 1 à 1,5 jours :

Cours au sol (3 heures) :

- Programme défini par la flottille / TRE Marine Nationale : révision des procédures de secours, des procédures anormales ou des systèmes avion.

Simulateur :

- Séances sur simulateur FALCON 10 (2 heures par pilote en équipage ou 3 heures par pilote seul, avec TRE Marine).
- RMS (Révision des Manœuvres de Sécurité) \_ Durée maximum = 2 à 3 jours :

Cours au sol (6 heures) :

- Programme défini par la flottille/ TRE Marine Nationale : révision des procédures de secours, des procédures anormales ou des systèmes avion).

Simulateur :

- Séances sur simulateur FALCON 10 : 3 heures par pilote.

➤ Formations complémentaires :

- DA-10/100, Sim-FFS Hrly DA10/100, Briefing
  - Séances d'entraînement à des procédures particulières exigées par la réglementation EASA (location dite « WET » avec un instructeur FSI).
- DA-10/100, Sim-FFS Hrly
  - Séances d'entraînement à des procédures particulières, dispensées par un instructeur de la Marine (location dite « DRY »).

➤ Modules « Enrichments » :

- Live Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA).
- E-Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute and Terminal PBN and EASA PBN Approaches ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ICAO Upset Prevention Techniques (Theoretical part only) ;
  - TCAS II / ACAS II ;
  - Cold Weather Operations ;
  - TAWS.

➤ Stage AIOS (Advanced Instructor Operating Station)

- Formation « TRI FALCON 10 »
  - Module d'instruction à l'utilisation des consoles des simulateurs et une documentation complète délivrée au stagiaire sur le fonctionnement de la console du simulateur et sur les procédures de sécurité des locaux et des simulateurs.

Les futurs TRI/TRE FALCON 10 Marine désignés par l'ATO « Commandement de la Force Aéronautique Navale » devront suivre une formation à l'utilisation des consoles des simulateurs FALCON 10 et FALCON 50. Cette formation couvrira également l'aspect sécurité des personnes et du bâtiment.

**10.1 Contexte**

Les pilotes et mécaniciens navigants de la DGA-EV utilisent régulièrement le FALCON 20 pour les besoins des essais, de la réception et de l'instruction à l'EPNER (École du Personnel Navigant d'Essais et de Réception). Afin d'exercer leur activité dans des conditions de sécurité optimales et conformément aux exigences du Manuel d'opérations en vigueur ces personnels navigants doivent, avec une périodicité annuelle, effectuer au moins une séance de révision des manœuvres normales et de secours. L'utilisation du FFS (Full Flight Simulator) permet d'optimiser cet entraînement et de réaliser en simulation les manœuvres de secours parfois trop contraignantes à réaliser lors d'instruction en vol.

Il est demandé la mise à disposition de créneaux de 4 heures chacun de FFS FALCON 20.

**10.2 Exigences spécifiques aux formations sur FALCON 20**

- ✓ E1 : chaque créneau de quatre heures est utilisé par deux pilotes (2 heures PF (Pilot Flying) et 2 heures PNF (Pilot Non Flying) chacun), ou un pilote et un mécanicien navigant ;
- ✓ E2 : le titulaire met à disposition de la DGA-EV, la documentation technique nécessaire ;
- ✓ E3 : le titulaire a recours au service d'un instructeur qualifié pour la réalisation de la prestation.

**10.3 Détail des prestations**

- Formations d'entraînement à des procédures particulières exigées par la réglementation EASA :
  - DA-20, Sim-FFS Hrly DA20, Briefing
    - Séances d'entraînement à des procédures particulières exigées par la réglementation EASA (location dite « WET » avec un instructeur FSI).

**11.1 Contexte**

Les flottilles 24F et 25F mettent en œuvre huit FALCON 50M. Ces aéronefs sont des évolutions du FALCON 50B, qui a été doté d'une avionique basée sur la suite Proline 4. Son personnel effectue actuellement les formations initiales et son maintien de compétences sur simulateur FALCON 50B avec un complément sur avionique Proline 4 si le simulateur n'en est pas équipé.

Le titulaire doit proposer :

- des percées « forte pente » sur Chambéry ;
- une étude approfondie des courbes de performances ;
- des entraînements à l'exploitation sur pistes courtes.

Chaque stage Initial ou Recurrent FALCON 50 devra comporter au moins :

- 1 LOST (Line Oriented Simulator Training) où l'accent sera mis sur la préparation du vol avec calculs de performance, ainsi que sur les procédures IFR (incluant des approches RNP) et l'utilisation des aides au pilotage ;
- 1 entraînement à la récupération de positions inusuelles et une résolution TCAS ;
- 1 cisaillement de vent au décollage ou à l'atterrissage ;
- 1 entraînement sur piste courte.

**11.2 Exigences spécifiques aux formations sur FALCON 50**

- ✓ E1 : les instructeurs et examinateurs de la Marine Nationale doivent recevoir une formation relative aux procédures internes du titulaire (5 jours ouvrés maximum) ;
- ✓ E2 : l'officier de sécurité aéronautique de la flottille 24F et le référent pédagogique de l'ATO FR.0007 pourront consulter les dossiers de formation des pilotes des flottilles 24F et 25F et du CEPA/10S consignés chez le titulaire.

**11.3 Détail des prestations**

➤ Formations initiales des pilotes :

- DA-50, Initial Pilot (ATO) \_ Durée maximum = 20 jours :

Cours au sol (60 heures) incluant :

- Étude des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances, Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Formation théorique à l'avionique du FALCON 50M (EFIS + FMS UNS-1) ;
- Formation théorique TCAS et EGPWS / TAWS (4 heures) ;
- Examen écrit et correction : contenu conforme au FCL.725 Aircrew (3 heures).

Simulateur :

- Familiarisation aux procédures et au cockpit du FALCON 50 (fixed base) (12 heures) ;
- Entraînement sur simulateur FALCON 50 – 6 séances encadrées incluant la formation pratique FMS UNS-1 : 24 heures (pilote seul ou équipage) ;
- Test sur simulateur FALCON 50 par TRE Marine (2 heures par pilote en équipage ou 3 heures par pilote seul) ;
- Formation pratique EFIS Proline 4 sur simulateur FALCON 20-5 ou GFS FALCON 50EX (2 heures).

- DA-50, Initial Pilot (Non ATO) \_ Durée maximum = 19 jours :

Cours au sol (60 heures) incluant :

- Étude des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances (dont pistes courtes), Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Formation théorique à l'avionique du FALCON 50M (EFIS + FMS UNS-1) (9 heures) ;
- Formation théorique TCAS et EGPWS / TAWS (4 heures) ;
- Examen écrit et correction : contenu conforme au FCL.725 Aircrew (3 heures).

Simulateur :

- Familiarisation aux procédures et au cockpit du FALCON 50 (fixed base) (12 heures) ;
- Entraînement sur simulateur FALCON 50 – 6 séances encadrées incluant la formation pratique FMS UNS-1, et dont la dernière séance (4 heures) est effectuée par un TRE Marine : 24 heures (pilote seul ou équipage) ;
- Formation pratique EFIS Proline 4 sur simulateur FALCON 20-5 ou GFS FALCON 50EX (2 heures).

➤ Maintien des compétences des pilotes :

- DA-50, Recurrent Pilot (ATO ou non ATO) \_ Durée maximum = 5 jours :



Cours au sol (15 heures) incluant :

- Révision des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances (dont pistes courtes), Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Examen écrit et correction : contenu conforme au FCL.725 Aircrew.

Simulateur :

- Familiarisation aux procédures et aux spécificités du simulateur FALCON 50 (1 heure) ;
- Séances sur simulateur FALCON 50 encadrées (dont FMS UNS-1) (8 heures) ;
- Test sur simulateur FALCON 50 par TRE Marine (2 heures par pilote en équipage ou 3 heures par pilote seul) ;
- Perfectionnement avionique Proline 4 sur simulateur FALCON 20-5 ou GFS FALCON 50EX (2 heures).

- OTE (Operational Training Event) \_ Durée maximum : 1 à 1,5 jours :

Cours au sol (3 heures) :

- Programme défini par la flottille / TRE Marine Nationale : révision des procédures de secours, des procédures anormales ou des systèmes avion.

Simulateur :

- Séances sur simulateur FALCON 50 (2 heures par pilote en équipage ou 3 heures par pilote seul, avec TRE Marine).

- RMS (Révision des Manœuvres de Sécurité) \_ Durée maximum = 2 à 3 jours :

Cours au sol (6 heures) :

- Programme défini par la flottille / TRE Marine Nationale : révision des procédures de secours, des procédures anormales ou des systèmes avion.

Simulateur :

- Séances sur simulateur FALCON 50 : 3 heures par pilote.

➤ Formations complémentaires :

- DA-50, Sim-FFS Hrly DA50, Briefing
  - Séances d'entraînement à des procédures particulières exigées par la réglementation EASA (location dite « WET » avec un instructeur FSI).
- DA-50, Sim-FFS Hrly
  - Séances d'entraînement à des procédures particulières, dispensées par un instructeur de la Marine (location dite « DRY »).

➤ Modules « Enrichments » :

- Live Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - Cold Weather Operations.
- E-Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute and Terminal PBN and EASA PBN Approaches ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ICAO Upset Prevention Techniques (Theoretical part only) ;
  - ADS-B ;
  - TCAS II / ACAS II ;
  - Cold Weather Operations ;
  - TAWS.

➤ Stage AIOS (Advanced Instructor Operating Station)

- Formation « TRI FALCON 50 »
  - Module d'instruction à l'utilisation des consoles des simulateurs et une documentation complète délivrée au stagiaire sur le fonctionnement de la console du simulateur et sur les procédures de sécurité des locaux et des simulateurs.

Les futurs TRI/TRE FALCON 50 Marine désignés par l'ATO « Commandement de la Force Aéronautique Navale » devront suivre une formation à l'utilisation des consoles des simulateurs FALCON 50. Cette formation couvrira également l'aspect sécurité des personnes et du bâtiment.

**12.1 Contexte**

La flottille 25F met en œuvre cinq FALCON 200 GARDIAN rénovés OMEGA et ADSB. Son personnel effectue actuellement les formations initiales sur simulateur FALCON 20 non rénové.

Le titulaire doit proposer :

- une étude approfondie des courbes de performances ;
- une formation sur l'utilisation de pistes courtes.

En complément de la formation théorique qui est dispensée aux mécaniciens de bord qui assistent aux stages initiaux des pilotes, ceux-ci peuvent être présents pendant les séances de simulateurs à titre gracieux. Aucune attestation de stage ou de présence ne leur sera délivrée.

Chaque stage Initial FALCON 20 devra comporter au moins :

- 1 LOST (Line Oriented Simulator Training) où l'accent sera mis sur la préparation du vol avec calculs de performance, ainsi que sur les procédures IFR et l'utilisation des aides au pilotage ;
- 1 entraînement à la récupération de positions inhabituelles et une résolution TCAS ;
- 1 cisaillement de vent au décollage ou à l'atterrissage.

**12.2 Exigences spécifiques aux formations sur FALCON 200 GARDIAN**

- ✓ E1 : le référent pédagogique de l'ATO FR.0007 pourra consulter les dossiers de formation des pilotes des flottilles 25F consignés chez le titulaire.

**12.3 Détail des prestations**

Les formations délivrées ne sont pas ATO. Elles ne permettent donc pas la délivrance d'une QT FALCON 20.

➤ Formation initiale des pilotes :

Cours au sol (58 heures) incluant :

- Étude des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances (dont piste courte), Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Formation théorique à l'avionique du GARDIAN ;
- Examen écrit et correction : contenu et durée proposés par le titulaire ;
- 1 heure de CPT DA 50 (sans motion) par équipage.

Simulateur (1h30 par pilote ou 3 heures par équipage) sur DA20 incluant :

- Décollage, tour de piste, remise des gaz et atterrissage N moteurs ;
- Décollage, tour de piste, remise des gaz et atterrissage N-1 moteurs ;
- Évolution HA (« coffin corner » notamment) ;
- Entraînement à la sortie du train par gravité.

➤ Maintien des compétences des pilotes :

- RMS (Révision des Manœuvres de Sécurité) \_ Durée maximum = 2 à 3 jours :

Cours au sol (6 heures) :

- Programme défini par la flottille / TRE Marine Nationale : révision des procédures de secours, des procédures anormales ou des systèmes avion.

Simulateur :

- Séances sur simulateur FALCON 20 : 3 heures par pilote.

➤ Formation des mécaniciens de bord (FLT ENG) :

Cours au sol (58 heures) incluant :

- Étude des systèmes et procédures avion ;
- General Operational Subjects : Performances (dont piste courte), Flight Planning, Windshear, Documentation, CRM ;
- Formation théorique à l'avionique du GARDIAN ;
- Examen écrit et correction : contenu proposé par le titulaire.

En complément de la formation théorique (cours au sol) qui est dispensée aux mécaniciens de bord, ceux-ci seront intégrés comme observateur, à titre « gracieux », à l'heure de CPT DA 50 (sans motion).

➤ Modules « Enrichments » :

- Live Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA).
- E-Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute and Terminal PBN and EASA PBN Approaches ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ICAO Upset Prevention Techniques (Theoretical part only) ;
  - TCAS II / ACAS II ;
  - Cold Weather Operations ;
  - TAWS.

**13.1 Contexte**

La Marine Nationale met en œuvre cinq FALCON 2000LXS en version EASy 2. Son personnel effectue actuellement les formations initiales et son maintien de compétences sur simulateur FALCON 2000EX EASy 2 non rénové.

**13.2 Exigences spécifiques aux formations sur FALCON 2000LXS**

- ✓ E1 : les instructeurs de la Marine Nationale doivent recevoir une formation relative aux procédures internes du titulaire (5 jours ouvrés maximum) ;
- ✓ E2 : l'officier de sécurité aéronautique de la flottille 24F et/ou le référent pédagogique de l'ATO FR.0007 pourront consulter les dossiers de formation des pilotes de la Marine Nationale consignés chez le titulaire.

**13.3 Détail des prestations**

➤ Formation initiale des pilotes :

- Formation à la qualification de type (QT).
- Modules complémentaires à la QT :
  - Formation initiale aux procédures par faible visibilité (LVP) incluant des décollages (LVTO 125m) ;
  - Formation à la qualification sur les terrains à l'utilisation spécifique (pistes courtes) ;
  - Stage manipulateur de simulateur FALCON 2000EX EASy 2 et / ou FALCON 2000LXS.

➤ Maintien des compétences des pilotes :

Sur une période de 12 mois, tout pilote doit suivre un « Recurrent », conforme au programme déposé par le prestataire, mais dont la définition ne sera pas inférieure à :

- Une formation théorique au sol par la prestataire (performances avion, systèmes, rappels réglementaires...), validée par un test écrit ;
- Une séance de simulateur WET ;
- Un test au simulateur, en DRY avec TRE Marine ou WET avec TRE prestataire, à définir à la réservation.

Les séances « WET » et « DRY » deviennent alors disponibles en complément de formation.

- Séance d'entraînement à des procédures particulières dispensées par un instructeur de la Marine Nationale (location en DRY) ;
- Séance d'entraînement, avec un personnel du prestataire, à des procédures particulières et exigées par la réglementation EASA ou par la Marine Nationale (location en WET).

➤ Modules « Enrichments » :

- Live Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA).
- E-Learning :
  - Reduced Vertical Separation Minimum (RVSM) ;
  - ICAO Enroute and Terminal PBN and EASA PBN Approaches ;
  - North Atlantic High Level Airspace (NAT HLA) ;
  - ADS-B ;
  - CPDLC FALCON 2000EX EASy II ;
  - ICAO Upset Prevention Techniques (Theoretical part only) ;
  - TCAS II / ACAS II ;
  - Cold Weather Operations ;
  - TAWS.

➤ Stage AIOS (Advanced Instructor Operating Station) :

- Formation « TRI FALCON 2000 »
  - Module d'instruction à l'utilisation des consoles des simulateurs et une documentation complète délivrée au stagiaire sur le fonctionnement de la console du simulateur et sur les procédures de sécurité des locaux et des simulateurs.

Les futurs TRI/TRE FALCON 2000 Marine désignés par l'ATO « Commandement de la Force Aéronautique Navale » devront suivre une formation à l'utilisation des consoles des simulateurs FALCON 2000. Cette formation couvrira également l'aspect sécurité des personnes et du bâtiment.

#### **XIV. FICHE INCIDENT**

Les incidents susceptibles d'intervenir dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire (annexe 1 au CCP) et transmise à l'acheteur ([pfc-ouest-dap-src.crc.fct@intrade.gov.fr](mailto:pfc-ouest-dap-src.crc.fct@intrade.gov.fr)) afin d'effectuer les éventuels calculs de pénalités ou de réfaction (cf. articles 4.3 et 4.4 du CCAP).

## 2<sup>ème</sup> partie - Règlement de la consultation

### Marché passé selon une procédure adaptée (article R.2123-1.3° du code de la commande publique)

Étape	Action	Description
1	<b><u>Accéder au dossier de consultation</u></b>	Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, <a href="#">sur la plateforme des achats de l'État</a> (PLACE). Pas d'envoi papier.
2	<b><u>Renseigner sa candidature</u></b> , au choix	Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur la PLACE puis à renseigner à l'aide de la documentation en ligne disponible ici : <a href="https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/le-portail-web-service-dume/">https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/le-portail-web-service-dume/</a> En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.
		Ou via <a href="#">les formulaires DC1 et DC2</a>
3	<b><u>Document à fournir à la candidature</u></b>	<b>Agrément DGAC en cours de validité</b> (attestation à fournir obligatoirement) <i>À défaut, la preuve de dépôt d'une demande en cours d'instruction. L'agrément devra être effectif au plus tard à la phase de l'attributaire pressenti.</i> <i>Si le candidat retenu ne peut présenter l'agrément DGAC dans le délai qui lui sera imparti, il sera éliminé et le marché sera attribué au candidat suivant dans l'ordre de classement des offres.</i>
4	<b><u>Renseigner son offre</u></b>	Les documents à fournir au titre de l'offre sont : - l'acte d'engagement (ATTR1) ; - les bordereaux de prix unitaires (BPU) ; - le mémoire technique (selon le cadre de réponse technique transmis en annexe 3) ; - les échantillons ; - un RIB. Les documents et informations doivent être rédigés en langue française.
		<i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i> - en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ; - en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.  <i>En cas de <b>cotraitance (groupement)</b>, la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.</i>  <i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i>  <i>En cas de <b>sous-traitance</b>, présentation d'un sous-traitant à l'aide du <a href="#">formulaire DC4</a> dûment rempli et signé.</i>  <b>Variantes interdites.</b>  <b>Offres valables 180 jours</b> à compter de la date limite de remise de la dernière offre.
5	<b><u>Signature</u></b>	Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre.
6	<b><u>Dépôt sur la PLACE</u></b>	L'ensemble des pièces doit être déposé sur la <a href="#">PLACE</a> avant les date et heure indiquées sur la <a href="#">PLACE</a> .

### Analyse des offres

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants :

<b>Critère technique</b> (50 points)	<b>Sous-critère 1</b>  <b>Qualité des moyens</b>	Moyens techniques et pédagogiques mis en place pour répondre aux objectifs des formations :  Qualité des locaux, des simulateurs, des moyens pédagogiques, de la documentation pédagogique et de la plateforme internet d'e-learning / Live Learning (ergonomie et accessibilité).	Noté / 25
	<b>Sous-critère 2</b>  <b>Temps de trajet</b>	Temps de trajet entre l'ET60 situé sur la base aérienne 107 (VILLACOUBLAY) et le centre de formation proposé. Temps (T) calculé dans le cadre d'une simulation (un lundi matin à 8h00, hors vacances scolaires et jours fériés) sur <a href="http://www.viamichelin.fr">www.viamichelin.fr</a> :  $T \leq 1h = 15$ points, $1h < T < 4h = 7$ points et $T \geq 4h = 0$ point.	Noté / 15
	<b>Sous-critère 3</b>  <b>Profils des instructeurs</b>	Présentation des CV des instructeurs proposés pour réaliser les formations : - Qualifications : Licences et diplômes éventuels (3 points) ; - Parcours professionnel (2 points) ; - Expérience (E) dans la délivrance des formations (5 points) : $E \geq 5 \text{ ans} = 5 \text{ pts}$ , $5 > E \geq 3 \text{ ans} = 3 \text{ pts}$ , $3 > E \geq 1 = 2 \text{ pts}$ et $E < 1 \text{ an} = 0 \text{ pt}$ .  La note attribuée correspond à la moyenne des notes individuelles.	Noté / 10
<b>Critère prix</b> (50 points)	L'analyse est réalisée sur le montant total TTC des prestations des scénarii de commande, indiqués par le soumissionnaire dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement.  <b>Note attribuée</b> = Offre la moins disante / offre analysée x note maximale (50)		Noté / 50

### Négociation

L'acheteur négociera avec les deux meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

### **Engagements RSE du Ministère**

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Égalité professionnelle femmes hommes » et « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponible sur le site [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr).

En outre, ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'État (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'informations (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

### I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

#### 1.1 Forme et étendue

Le marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé en vertu des articles L.2125-1.1°, R.2162-1, R.2162-2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il est conclu sans minimum et avec un montant annuel maximum de 6 250 000,00€ HT.

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### 1.2 Clause de réexamen

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'adapter les programmes de formation afin de tenir compte de certaines évolutions du besoin du MINARM. Ces évolutions seront mises en œuvre après concertation entre les parties par voie d'avenant, dans les conditions et selon les modalités définies ci-après :

##### ➤ Modification des formations :

Le titulaire doit être capable d'adapter le format et le contenu des formations après dialogue avec les responsables des utilisateurs du MINARM.

Les responsables des utilisateurs de l'AAE sont :

- le chef de l'escadrille d'instruction des équipages (EIE) AUG ou son adjoint ;
- le chef de la division instruction avions de la BAAP ou son adjoint.

Les responsables des utilisateurs de la Marine sont :

- le chef de bureau ALAVIA/MRA/AVTER ;
- le HR de l'ATO FR.007 Lann-Bihoué.

Les responsables des utilisateurs de la DGA sont :

- le chef de la sous-direction des opérations aériennes et réglementation (SDOAR) ou son adjoint ;
- les chefs des divisions Personnels Navigants PN de la DGA EV ou leurs adjoints ;
- le directeur de l'EPNER ou son adjoint.

La récurrence des modifications souhaitées est annuelle et est à l'initiative du MINARM. Les responsables des utilisateurs transmettront leurs souhaits de modifications à chaque reconduction, en même temps que la planification annuelle de principe. Ces modifications ne feront l'objet d'aucune variation de prix.

Ces modifications sont à décorréliser des mises à jour qui pourraient être imposées par une évolution de la réglementation.

##### ➤ Modification du marché :

En cas de circonstances imprévisibles modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties pourront convenir des évolutions contractuelles par avenant, dans le cadre de l'article R.2194-5 du code de la commande publique et selon les modalités précisées à l'article 25 du CCAG/FCS.

#### 1.3 Durée

Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.

#### 1.4 Parties prenantes

**Acheteur** : l'acheteur, représenté par le directeur de la PFC O, agit pour toutes les formalités de notification du marché, de suivi administratif et financier, d'émission des bons de commande, des modifications du marché, de règlement amiable des litiges, de non-reconduction ou de résiliation.

Il agit au profit des bénéficiaires suivants :

- **État-Major de l'Armée de l'Air et de l'Espace / Brigade Aérienne d'Appui et de Projection (EMAAE / BAAP)**  
**Escadron de Transport ET60** – Base Aérienne 107 – Route de Gisy – Code postal : 78140 – Ville : VÉLIZY-VILLACOUBLAY
- **État-Major de l'Armée de l'Air et de l'Espace / Brigade Aérienne d'Appui et de Projection (EMAAE / BAAP)**  
**Escadron Électronique Aéroporté « Dunkerque »** – Base Aérienne 105 – Route de Paris – Code postal : 27037 – Ville : EVREUX (bénéficiaire à l'horizon 2026/2027)
- **État-Major de la Force de l'Aéronautique Navale (ALAVIA)**  
**Bureau « Maîtrise des Risques Aéronautiques »** – BCRM Toulon – BP10 Toulon CEDEX 9 – Code postal : 83800 – Ville : TOULON
- **Direction Générale pour l'Armement – Essais en Vol (DGA-EV)**  
**Service Formation PN** – 8 Route du camp d'aviation – Code postal : 13804 – Ville : ISTRES



L'acheteur se réserve le droit d'ajouter de nouveaux bénéficiaires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC O.

**Titulaire** : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

### 1.5 Langue

Toutes les réunions ou correspondances relatives à l'exécution du marché requièrent l'usage de la langue française.

## II. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et ses annexes (bordereaux de prix et mémoire technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS et le code de la commande publique sont disponibles sur le site Internet : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

### 2.1 Sous-traitance

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

### 2.2 Bons de commande

La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Toute prestation effectuée sans bon de commande restera à la charge du titulaire sans recours possible. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 15 jours avant le début de la prestation (sauf en cas d'échec), par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception. En cas d'échec d'un stagiaire à une formation, une nouvelle réservation est faite auprès du titulaire et le bon de commande correspondant est édité dès que possible et transmis dans les meilleurs délais.

Chaque bon de commande comporte notamment les indications suivantes :

- |   |  |
|---|--|
| - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; | - date(s) d'exécution de la prestation ; |
| - numéro et date de commande ;  | - lieu(x) d'exécution ;                  |
| - nature de la prestation ;   | - prix hors taxe ;                       |
|   | - montant de la TVA ;                    |
|   | - prix toutes taxes comprises.           |

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

### 2.3 Annulation par l'acheteur

L'acheteur, sur demande des bénéficiaires, pourra annuler une session, sans indemnité, jusqu'à cinq jours avant le début de la prestation. Passé ce délai, une indemnité pourra être exigée par le titulaire au titre de dédommagement, dans les conditions suivantes :

- Annulation entre cinq jours et quarante-huit heures avant la date planifiée : 50 % du prix en euros HT de la prestation considérée ;
- Annulation à moins de quarante-huit heures avant la date planifiée : 100 % du prix en euros HT de la prestation considérée.

Les bénéficiaires devront informer le titulaire de tout changement intervenant dans le nombre de places réservées pour une session ayant fait l'objet d'un bon de commande. Un modificatif à ce bon de commande lui sera alors adressé. En cas d'absence imprévisible, lors d'une session, d'un ou plusieurs participants la prestation sera facturée par le titulaire en concordance avec le bon de commande.

Chaque bénéficiaire peut remplacer, jusqu'à la veille du début de la formation, un participant par un autre participant pour le cas où le premier aurait eu un empêchement l'obligeant à annuler la formation. Cette disposition reste exceptionnelle et doit faire l'objet d'un mail adressé par les bénéficiaires au prestataire pour le prévenir du changement.

### 2.4 Annulation par le titulaire

Il est rappelé que toute prestation programmée doit être réalisée. En cas d'empêchement d'exécuter la prestation à la date

fixée dans le bon de commande, le titulaire informe le bénéficiaire, désigné sur le bon de commande, dans les meilleurs délais. L'annulation doit être argumentée.

L'annulation d'une formation par le titulaire entraîne des pénalités précisées à l'article 4.3 du CCAP. En cas d'annulations récurrentes, qui ne relèvent pas de cas de force majeure de la part du prestataire, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

### **2.5 Indisponibilité technique d'un simulateur**

Une indisponibilité technique prend en compte toutes les raisons ou pannes d'un simulateur qui, à la discrétion du bénéficiaire, rendent le simulateur non conforme à un entraînement ou une formation suffisamment qualitative pour être utilisé en l'état.

- Avant une session de formation

Le titulaire doit informer le bénéficiaire de toute indisponibilité d'un simulateur dès qu'elle est connue, par téléphone et par courriel. Il devra également informer le bénéficiaire de la remise en disponibilité du simulateur.

L'indisponibilité du simulateur pour un motif technique avéré entraîne l'annulation de la prestation associée et n'expose pas le titulaire à l'application d'une pénalité pour annulation.

Toute indisponibilité technique de plus de 12h ouvre au bénéficiaire le droit d'annuler, sans indemnisation du titulaire, l'ensemble des créneaux confirmés sur une période de huit jours à compter du premier créneau pour lequel le simulateur est indisponible.

- Pendant une session de formation

En cas d'indisponibilité technique du simulateur survenant durant la formation, le titulaire doit informer l'acheteur et le bénéficiaire dans un délai maximum de 12 heures à compter de la survenue de l'indisponibilité. Il proposera une nouvelle date de fin de formation qui devra se situer dans un délai maximum de huit jours à compter de la date de début d'indisponibilité du simulateur.

En cas de prolongation engendrant des coûts supplémentaires pour les bénéficiaires, une pénalité forfaitaire, destinée à couvrir les éventuels frais d'hébergement, de restauration ou autres désagréments liés à la prolongation sera appliquée (cf. article 4.3 du CCAP).

## **III. RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ**

### **3.1 Dispositif applicable au traitement des données à caractère personnel de militaires nécessaires à l'exécution du marché**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le dispositif de l'article 117 de la loi du 3 juin 2016 applicable au traitement de données à caractère personnel de militaires (DCPM) et, en particulier, les articles L.4123-9-1 et R.4123-45 et suivants du code de la défense. Pour rappel, les DCPM sont l'association de données à caractère personnel relatives à la mention de la qualité de militaire à des données qui permettent l'identification de la personne, telles que le nom et le prénom.

Au titre de ce dispositif, il appartient au titulaire de communiquer à la Direction du Renseignement et de la Sécurité de la Défense (DRSD), le nom et les coordonnées de son responsable de traitement des données (RTD), autrement dit, la personne physique du titulaire du marché ayant un accès direct ou la possibilité d'un tel accès aux DCPM.

En outre, le personnel du titulaire du marché peut faire l'objet d'une enquête administrative visée par le code de la défense, pendant toute l'exécution du présent marché.

Le RTD s'engage notamment à :

- a) Informer la DRSD de l'existence d'un traitement comportant des DCPM.
- b) Informer les personnes accédant aux DCPM de la possibilité de faire l'objet d'une enquête administrative.
- c) Refuser aux personnes, dans les plus brefs délais, l'accès aux données dans le cas où une enquête révélerait une menace pour la sécurité dudit traitement.
- d) Notifier dans les plus brefs délais la DRSD (par tout moyen), en cas de divulgation ou d'accès non autorisé aux données.

NB : l'information, par le titulaire du marché à la DRSD, de l'existence d'un traitement de données comportant des DCPM, s'opère en complétant un formulaire prévu à cet effet, disponible sur le site internet de la DRSD, et en l'envoyant à l'adresse mail suivante : [drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr](mailto:drsd-dcpm-declaration.accueil.fct@intradef.gouv.fr).

Tout manquement à la présente clause peut entraîner la résiliation de plein droit du présent marché.

### **3.2 Informatique et libertés**

Dans le cas où le titulaire est amené à utiliser ou à créer des fichiers informatiques nominatifs, il s'engage à respecter toutes les dispositions de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire s'engage également à faire application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel, et notamment du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « Règlement Général sur la Protection des Données » : RGPD). À ce titre, il prend notamment toutes les dispositions pour que lui-même, ses préposés et ses sous-traitants respectent ladite loi et ses textes d'application (annexe 2 au CCP).

### **3.3 Assurance**

Le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.

### 3.4 Attestations fiscales et sociales

Le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

## IV. MODALITÉS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION

### 4.1 Constatation de l'exécution des prestations

Par dérogation aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS, les prestations, soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux exigences du marché, sont réalisées par les bénéficiaires.

### 4.2 Service fait présumé

Le présent marché peut mettre en œuvre la procédure de service fait présumé. Cette procédure permet, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la prestation à l'engagement juridique, sans préjudice des stipulations du marché et relatives à l'admission des prestations. Si, postérieurement au paiement, il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite (courrier ou courriel) de l'acheteur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures suivantes. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à la personne publique. Lorsque la procédure de remboursement prévue ne peut être mise en œuvre, la personne publique émet un ordre de recouvrement (titre de perception) à l'encontre du titulaire.

Le recours à la procédure de service fait présumé demeure réversible, à l'initiative de l'acheteur, qui peut à tout moment suspendre cette procédure par ordre de service et conditionner les paiements à la constatation effective du service fait.

### 4.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, toutes les pénalités sont dues, il n'y aura pas d'exonération systématique.

Des pénalités sont appliquées, sans mise en demeure préalable, dans les cas énoncés ci-dessous :

FAIT DÉCLENCEUR	RÉFÉRENCE DAF	MONTANT DE LA PÉNALITÉ
Sur une période de 12 mois consécutifs, moins de 75% des créneaux proposés sont réalisés en journée	Article 2.3 du CCTP (E8)	10% du montant HT des prestations en-deçà du seuil de 75%
Respect des délais dans l'envoi des résultats d'évaluation de la formation	Articles 2.11 et 8.11 du CCTP	50€ par jour de retard
Annulation de la part du titulaire entre 15 et 5 jours avant la date de la prestation	Article 2.4 du CCAP	50% du montant HT de la prestation concernée
Annulation de la part du titulaire moins de 5 jours avant la date de la prestation	Article 2.4 du CCAP	100% du montant HT de la prestation concernée
Prolongation de la formation suite à l'indisponibilité du simulateur pendant une session de formation	Article 2.5 du CCAP	180€ par jour de prolongation et par stagiaire

La pénalité sera appliquée sur la facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

### 4.4 Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées (retards répétés en début de séance ou retard supérieur à 1h, matériel défectueux ou manquant entraînant un retard, comportement inapproprié, etc.) peut être appliquée. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Une fiche incident (annexe 1 au CCP) sera établie en apportant les éléments indispensables à la mise en place de cette réfaction. L'acheteur adresse un décompte de réfaction au titulaire qui en accuse réception. Celui-ci dispose d'un délai de quinze jours pour faire connaître ses remarques par mail. En cas de silence du titulaire dans le délai imparti, une décision de réfaction sera dressée au titulaire. La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception.

### 4.5 Défaillance du titulaire

Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS.

**V. MODALITÉS FINANCIÈRES**

**5.1 Contenu et forme des prix**

Le titulaire du marché a la charge des prestations telles qu'elles sont détaillées dans le CCTP.

Les prix figurant à l'annexe financière sont réputés établis aux conditions économiques du mois dans lequel est incluse la date limite de dépôt de la dernière offre.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent aux bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement.

**5.2 Clause pour risques partagés**

Dans le cas où le titulaire, ou l'un de ses sous-traitants éventuels, établirait ses prix dans une devise autre que l'euro, s'appliquerait alors la solidarité des parties, quant au partage du risque de fluctuation des cours.

Les éventuels frais de change qui résulteraient de prestations facturées et payées dans une autre devise que l'euro, seraient alors partagés également entre l'acheteur et le titulaire ou son sous-traitant payé directement.

La part des frais incombant à l'acheteur viendrait en déduction du montant de la facture concernée.

**5.3 Révision des prix**

La révision s'effectue une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, selon le barème du titulaire.

Il revient au titulaire de soumettre à l'acheteur les nouveaux prix, avec un préavis de deux mois avant la date prévue pour la révision. Il s'engage à fournir à l'acheteur, sur sa demande, toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité, notamment le détail des charges directes et indirectes supportées.

La révision de prix est effective après accord écrit de l'acheteur et s'applique aux bons de commande émis au titre des sessions réalisées à compter de la date d'application de la révision de prix.

En l'absence d'envoi de la demande de révision des prix par le titulaire dans un délai d'un mois à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre, les prix ne sont pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

L'application de la révision de prix ne pourra entraîner de révision supérieure à 3% aux prix de l'année d'exécution précédente. Cependant, le RPA se réserve le droit de suspendre ce plafonnement dès lors que, suite à la saisine du titulaire qui a démontré la réalité et la sincérité de sa demande, des surcoûts liés à des circonstances imprévisibles ont été reconnues.

**5.4 Dématérialisation des factures**

Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.

**5.5 Contenu des factures**

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- |  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ;</li><li>- le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ;</li><li>- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ;</li><li>- le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ;</li><li>- la référence interne correspondant au n°EJ (engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ;</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ;</li><li>- la désignation des prestations ainsi que leur quantité et leur prix unitaire HT figurant aux bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement ;</li><li>- le montant total hors taxes (HT) ;</li><li>- le montant total toutes taxes comprises (TTC) ;</li><li>- le numéro SIRET unique de l'État : 110 002 011 00044.</li></ul> |
|--|--|

**5.6 Règlement du marché**

Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué dans l'acte d'engagement. Les sous-traitants directs du titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC du montant du marché. Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations indépendamment de la constatation du service fait, ce dernier étant présumé.

**5.7 Avance**

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance égale à 5% (ou 30% pour une PME) du montant toutes taxes comprises du bon de commande considéré est accordée au titulaire, si celui-ci est supérieur à 50 000 € HT et si sa durée d'exécution est supérieure à 2 mois, dans les conditions fixées par les articles L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-18 du code de la commande publique. Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification de chaque bon de commande.

## 5.8 Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées dans un délai de trente jours suivant la date de réception de la demande de paiement par le service exécutant.

## 5.9 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40€.

# VI. ATTRIBUTION DU CERTIFICAT DE BONNE EXÉCUTION DE MARCHÉ (CBEM)

À la fin de la période d'exécution du présent contrat et à la demande de son titulaire, ou de sa propre initiative, le ministère des Armées peut délivrer un « certificat de bonne exécution de marché » au fournisseur qui aura donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être accordée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s aura été conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée de qualité ;
- Le titulaire ne s'est pas vu appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat n'a pas été résilié aux torts du titulaire ;
- ...

Le ministère offre ainsi à ses fournisseurs une référence valorisable pouvant faciliter leur développement commercial tant en France qu'à l'exportation.

# VII. LITIGES - DIFFÉRENDS

## 7.1 Règlement d'un différend par la médiation

Conformément aux articles L.2197-1 et L.2197-4 du code de la commande publique, et à l'article L.213-6 du code de justice administrative, les parties peuvent recourir à un médiateur.

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle saisit le médiateur interne du ministère des Armées. Dans ce cas, elle lui adresse par mail à l'adresse : [minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr](mailto:minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr) une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro SIREN, l'objet de la sollicitation, le service concerné du ministère, la personne de l'entreprise pouvant être contactée avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Le médiateur se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais. Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur envoie un courriel aux parties, précisant la date d'acceptation des parties. Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion de médiation. Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties, conformément au code de justice administrative.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

La médiation ne peut être menée sur la base de litiges portant sur des créances prescrites par voie législative. En outre, elle ne peut être menée qu'à l'issue d'une décision explicite ou implicite de rejet (en tout ou partie) du mémoire en réclamation prévu par le marché.

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentiels ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudices des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux et les prescriptions pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois, recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur, déclare par courriel à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée.

Le recours au service de médiation est entièrement gratuit.

Pour plus d'informations, un contact téléphonique est possible aux numéros suivants :

**09 88 68 19 25 ou 0800 02 71 27**

## 7.2 Contentieux

En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.

## 7.3 Résiliation

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

## **VIII. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS**

- L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.
- L'article 4.1 Constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS.
- L'article 4.3 Pénalités déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.
- L'article 7.3 Résiliation déroge aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS.

# **LISTE DES ANNEXES**

## **ANNEXES ADMINISTRATIVES**

ANNEXE 1 : FICHE INCIDENT

ANNEXE 2 : RGPD

## **ANNEXES AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

ANNEXE 3 : CADRE DE RÉPONSE TECHNIQUE

## **ANNEXE TECHNIQUE À L'ENGAGEMENT**

MÉMOIRE TECHNIQUE (à joindre à l'offre selon le cadre de réponse technique)

## **ANNEXE FINANCIÈRE À L'ENGAGEMENT**

BORDEREAUX DE PRIX UNITAIRES (à compléter et à joindre à l'offre)